

SYNTHÈSE EN BREF

Le Conseil de recherches en sciences
humaines en collaboration avec le
Conseil de recherches en sciences
naturelles et en génie et les Instituts
de recherche en santé du Canada

L'initiative *Imaginer l'avenir du Canada* du CRSH mobilise la recherche en sciences humaines pour répondre à des besoins qui se manifestent au Canada en ce qui concerne l'économie, la société et les connaissances. Elle aide ainsi à orienter la prise des décisions dans tous les secteurs en vue d'un avenir meilleur. La présente synthèse en bref a trait au défi de demain : **Pratiques exemplaires dans les évaluations environnementales et les évaluations des impacts.**

Mesure de la capacité limite pour une gestion durable du littoral

Le projet

Nous tirons de multiples services écosystémiques des systèmes côtiers : nourriture, logement, loisirs, protection, entre autres. Recelant de multiples services essentiels à la vie, le littoral a toujours attiré les gens, même si la surutilisation de ces services entraîne une dégradation des écosystèmes. Compte tenu de la croissance démographique en zone littorale, il devient de plus en plus important de connaître les limites des écosystèmes côtiers, surtout quant à leur capacité d'accueil de populations humaines.

La capacité limite est une mesure courante pour estimer la capacité d'un écosystème de répondre à la demande humaine de ressources et de services écologiques. En zone littorale, la capacité limite dépend des interactions entre des ressources finies, les services offerts par un système côtier et les consommateurs (humains ou non) de ces ressources et services. Les méthodes de mesure de cette capacité varient selon les secteurs (aquaculture, tourisme) et dépendent de la façon de conceptualiser la capacité limite et les systèmes côtiers. Ces différences sectorielles et conceptuelles, qui

compliquent l'interprétation des résultats, nuisent à la coordination des efforts des responsables des politiques, des praticiens et des autres acteurs mis à contribution dans la gestion des systèmes côtiers.

Pour remédier à ce problème, il faut se donner une vue d'ensemble conceptuelle, méthodologique et analytique des mesures de la capacité limite et de leurs applications dans différents systèmes côtiers de la planète. Il faut également mettre en lumière les mesures de préservation des capacités limites biophysiques, sociales et écologiques du littoral proposées dans les écrits scientifiques sur la gestion des systèmes côtiers.

Le projet a consisté en l'analyse d'un certain nombre d'études pour en dégager les principales constatations et cerner les aspects nécessitant un examen plus poussé, les activités de mobilisation des connaissances, les communications savantes et la diffusion du savoir.

Les principales constatations

La synthèse d'études contemporaines sur la capacité limite indique que la mesure de cette capacité connaît depuis quelques années un essor, bien que son application demeure quelque peu limitée. Les répartitions sur le plan temporel, spatial, écologique et sectoriel de ces études sont très asymétriques : la plupart des études ont été menées dans la dernière décennie (de 2010 à 2020), dans des pays industrialisés (à l'exception du groupe d'études menées en Chine) et se concentrent souvent sur des écosystèmes de plage et sur le secteur touristique en particulier. Par ailleurs, les fondements conceptuels et méthodologiques de la mesure de la capacité limite du littoral sont encore en cours d'élaboration, ce qui peut être l'occasion d'améliorer cet outil, en le rendant plus systémique et en l'orientant davantage vers les politiques. En outre, il semble

avoir peu d'études sur des écosystèmes sans lien avec les plages ou le tourisme ou en milieu urbain, malgré un intérêt croissant des études du littoral à cet égard. Les concepts de « littoral » et de « capacité limite du littoral » sont également à clarifier, car de nombreuses études n'expliquent pas précisément comment elles définissent ces termes. Un tel manque de clarté pourrait empêcher l'application de ces études à une approche de gestion systémique, qui pourrait à l'inverse être facilitée par l'amélioration des outils conceptuels et méthodologiques de mesure de la capacité limite, ainsi que par la création d'un ensemble d'indicateurs utilisables dans tous les secteurs et toutes les catégories de capacité limite.

On distingue plusieurs catégories de mesures de la capacité limite – capacité écologique, économique, sociale et physique, entre autres –, toutes importantes à divers degrés dans la prise de décision. Toutefois, les indicateurs utilisés pour mesurer

chacune des catégories se recoupent énormément. En résumé, il ne sera pas possible de parvenir à une gestion durable des systèmes côtiers avec une seule catégorie de mesure.

Ce que cela suppose pour les politiques

Outre le recours à différentes catégories et à différents indicateurs, la mesure de la capacité limite s'inscrit dans divers cadres visant la formulation de recommandations en matière de politiques. La plupart de ces cadres ont trait à l'évaluation environnementale, et il n'y a pas eu adoption de cadres systémiques (cadres de services écosystémiques ou cadres socioécologiques). Or, des cadres systémiques permettraient de comprendre comment modifier les interactions entre différentes composantes des systèmes pour mieux préserver la capacité limite du littoral.

Les études portant sur la capacité limite nous aident grandement à comprendre ce qui doit être fait pour mieux préserver le littoral, mais il faut que les politiques recommandées dans ces études comprennent des stratégies opérationnelles et axées sur l'action pouvant être adoptées et mises en application par les responsables des politiques et les praticiens qui s'occupent des zones côtières.

Voici les conclusions de l'étude :

- dans l'élaboration de politiques de gestion du littoral, il faut intégrer largement la notion de capacité limite, car elle fournit des cibles de conservation précises aux responsables des politiques. Cependant, cette mesure serait mieux comprise et appliquée si les ambiguïtés conceptuelles et méthodologiques étaient dissipées;
- il faut mener des recherches sur les mesures intersectorielles de la capacité limite pour faire le pont entre la théorie et la pratique. Plus précisément, les prochaines recherches sur la capacité limite devraient être systémiques et viser à contribuer à l'élaboration de stratégies de politiques et de pratiques de gestion.

COORDONNÉES

H.M. Tuihedur Rahman, chercheur principal, Département des sciences des ressources naturelles, Université McGill, et Département de géographie et d'études de l'environnement, Saint Mary's University; hm.rahman@mail.mcgill.ca

Anthony Charles, School of the Environment et School of Business, Saint Mary's University; tony.charles@smu.ca

Peter Duinker, School for Resource and Environmental Studies, Dalhousie University; peter.duinker@dal.ca

Victoria Papuga, School for Resource and Environmental Studies, Dalhousie University

Danika van Proosdij, Département de géographie et d'études de l'environnement, Saint Mary's University; dvanproo@smu.ca

Kate Sherren, School for Resource and Environmental Studies, Dalhousie University; kate.sherren@dal.ca

Krysta Sutton, School for Resource and Environmental Studies, Dalhousie University

Melanie Zurba, School for Resource and Environmental Studies, Dalhousie University; melanie.zurba@dal.ca

COMPLÉMENT D'INFORMATION

▶ [Rapport intégral \(en anglais seulement\)](#)

Les opinions exprimées dans cette fiche sont celles des auteurs; elles ne sont pas celles du CRSH, du CRSNG, des IRSC, ni du gouvernement du Canada.

• Chaque année, le CRSNG investit plus de 1,2 milliard de dollars dans la recherche en sciences naturelles et en génie au Canada. Grâce à ces fonds, les professeurs-chercheurs de calibre mondial font des découvertes scientifiques. Les fonds favorisent aussi l'établissement de partenariats et de collaborations. Le CRSNG offre également des bourses et des possibilités de formation pratique aux étudiants de niveau postsecondaire et stagiaires postdoctoraux.

• Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) savent que la recherche a le pouvoir de changer des vies. En tant qu'organisme fédéral chargé d'investir dans la recherche en santé, ils collaborent avec des partenaires et des chercheurs pour appuyer les découvertes et les innovations qui améliorent la santé de la population et le système de soins du Canada.

• Le CRSH est un organisme de financement du gouvernement du Canada. Par l'attribution de subventions et de bourses, il soutient les travaux de chercheurs qui apportent des éclairages clés sur les défis et les possibilités d'ordre social, culturel, économique et environnemental que présente un monde en constante évolution.